



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 24/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EVIOSYS PACKAGING FRANCE S.A.S.

7 rue Emmy Noether
93400 Saint-Ouen-Sur-Seine

Références : -
Code AIOT : 0007000869

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2024 dans l'établissement EVIOSYS PACKAGING FRANCE S.A.S. implanté BD INDUSTRIEL DE LA LIANE ZONE INDUSTRIELLE LIANE 62230 OUTREAU. L'inspection a été annoncée le 20/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le plan des visites d'inspection de la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2024.

Elle a été réalisée dans le cadre d'une action nationale portant sur la thématique "PFAS".

Cette inspection a également permis d'aborder la thématique des rejets atmosphériques suite aux résultats du contrôle inopiné réalisé par la DREAL le 21 juin 2024 (non-conformité pour le paramètre COV de l'installation "RTO atelier vernisserie").

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EVIOSYS PACKAGING FRANCE S.A.S.
- BD INDUSTRIEL DE LA LIANE ZONE INDUSTRIELLE LIANE 62230 OUTREAU
- Code AIOT : 0007000869
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EVIOSYS PACKAGING France (ex-CROWN EMBALLAGE) exploite sur le territoire de la commune d'Outreau une usine de production d'emballages métalliques alimentaires.

Le site d'Outreau est soumis à autorisation au titre de la rubrique n° 3670 (traitement de surface à l'aide de solvants). Il relève de la directive des émissions industrielles (directive IED).

Il a été autorisé par arrêté préfectoral délivré le 5 octobre 2009 à la société Crown Emballages France. Des arrêtés complémentaires en date des 24 octobre 2019 et 6 mars 2024 complètent cette autorisation.

Le changement d'exploitant au bénéfice de la société EVIOSYS Packaging France a été notifié en 2021.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 4 | Valeurs limites des rejets atmosphériques de l'atelier "vernissage" | AP Complémentaire du 24/10/2019, article 3.2.2 | Demande d'action corrective | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------------------------|------------------------------------------------|-------------------|
| 1 | Liste des substances PFAS | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2 | Sans objet |
| 2 | Réalisation des campagnes d'analyse | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 | Sans objet |
| 3 | Déclaration des résultats GIDAF | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 | Sans objet |
| 5 | Mesures comparatives | AP Complémentaire du 24/10/2019, article 9.1.2 | Sans objet |
| 6 | Contenu de l'autosurveillance | AP Complémentaire du 24/10/2019, article 9.2.1 | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--------------------------------------------------|------------------------------------------------|-------------------|
| 7 | Suivi, interprétation et diffusion des résultats | AP Complémentaire du 24/10/2019, article 9.3.1 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pour celles qui lui sont applicables, la société EVIOSYS Packaging France a mis en œuvre les dispositions de l'arrêté du 20 juin 2013 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation. Elle n'a réalisé aucune campagne d'analyses puisqu'elle ne rejette que des eaux pluviales non souillées ne contenant pas de PFAS.

Concernant les rejets atmosphériques, en particulier les composés organiques volatiles (COV) de l'installation "RTO atelier vernisserie" pour lesquels la valeur limite réglementaire est dépassée, l'exploitant a proposé un plan d'action visant à régulariser la situation dans les prochains mois. L'exploitant adressera à l'inspection de l'environnement un rapport d'analyse des rejets atmosphériques de son atelier "vernisserie" permettant d'attester l'efficacité des travaux réalisés. L'inspection de l'environnement prévoit de réaliser un nouveau contrôle sur cette thématique "air" en 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le site EVIOSYS Packaging France est concerné par les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif aux PFAS présents dans les rejets aqueux puisque, selon son arrêté d'autorisation, il relève de la rubrique n° 3670 (traitement de surface à l'aide de solvants organiques) de la nomenclature des installations classées qui est une des 31 rubriques listées à l'article 1er (champ d'application) de l'arrêté précité.</p> <p>Aucun inventaire n'a pu être produit le jour du contrôle. L'exploitant indiquait qu'il ne rejette que des eaux pluviales non souillées et estimait ne pas avoir à réaliser cet inventaire. L'inspection a rappelé les recommandations de la note du 20/02/24 (note d'application de l'arrêté ministériel</p> |

| |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>PFAS du 20 juin 2023) qui précise que les établissements relevant d'une ou plusieurs rubriques de l'article 1er doivent tenir à disposition de l'inspection des installations classées cet inventaire même s'ils ne procèdent pas à des rejets aqueux. L'exploitant s'est exécuté en transmettant cet inventaire par mail du 6 décembre 2024. Il liste principalement les produits utilisés pour traiter la face interne des boîtes de conserves en contact avec les aliments. Cet inventaire précise que ces produits ne contiennent pas de PFAS.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Comme indiqué au point de contrôle n° 1, l'exploitant ne procède pas à des rejets d'eaux industrielles, ses procédés n'en utilisent pas. En effet, le site Eviosys Packaging d'Outreau est spécialisé dans la fabrication de boîtes de conserve, contenant métallique pour la mise en conserve d'aliments. Aucune eau n'est utilisée dans le procédé de fabrication pour éviter la corrosion.</p> <p>Les eaux rejetées par le site d'Outreau sont les eaux sanitaires et les eaux pluviales non souillées. Ces rejets aqueux ne sont pas susceptibles d'être contaminées par des PFAS. Par conséquent, le site n'a pas de campagnes d'analyses à réaliser dans le cadre de l'arrêté du 20 juin 2023.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 3 : Déclaration des résultats GIDAF

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'ayant pas de campagne d'analyse à mener dans le cadre de l'arrêté du 23 juin 2023, il n'a par conséquent aucun résultat à restituer via Gidaf (gestion informatisée des données de surveillance fréquente), outil du ministère de déclaration des données d'autosurveillance pour les</p> |

industriels.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Valeurs limites des rejets atmosphériques de l'atelier "vernisserie"

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/10/2019, article 3.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites dans les rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascal) après déduction de la vapeur d'eau, à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejeté par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, de flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Le flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Pour le conduit n° 2 de l'atelier "vernisserie"

| Paramètres | Concentration en mg/Nm ³ | Flux en kg/h ou g/h | Flux en kg/j ou g/j | Flux en t/an ou kg/an |
|-----------------|----------------------------------------|------------------------|------------------------|--------------------------|
| Poussières | 3 | 0.135 | 3.24 | 1.2 |
| SO ₂ | 35 | 1.57 | 37.8 | 13.7 |
| NOx | 100 | 4.5 | 108 | 39.4 |
| CO | 100 | 4.5 | 108 | 39.4 |
| COV | 20 | 0.9 | 21.6 | 7.88 |
| Formaldéhyde | 2 | 0.09 | 2.2 | 0.8 |

Constats :

La DREAL a réalisé un contrôle inopiné des rejets atmosphériques dans le cadre des dispositions de l'article 9.2.1 de l'arrêté du 24/10/19 (cf. point de contrôle n° 5). Pour cela, elle a mandaté le laboratoire spécialisé SOCOR AIR. Ce laboratoire s'est déplacé sur le site Eviosys Packagnig le 21/06/24.

Le contrôle inopiné concernait les valeurs limites des rejets atmosphériques de l'atelier "vernisserie".

Les résultats de ce contrôle ont été transmis par rapport SOCOR AIR n° 24 EN 461 en date du 27/08/24. Tous les résultats de ce contrôle sont conformes hormis pour le paramètre COV pour lequel un dépassement est constaté en concentration. Il a en effet été mesuré une valeur de 37

| |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>mg/Nm³ pour une limite imposée à 20 mg/Nm³ (l'inspection de l'environnement rappelle que cette valeur limite a été modifiée par arrêté préfectoral du 06/03/24, elle était de 15 mg/Nm³ auparavant).</p> <p>Ce dépassement a également été constaté dans les résultats d'autosurveillance de l'exploitant (cf. point de contrôle n° 6).</p> <p>Dans les faits, selon l'exploitant, c'est le RTO, oxydateur thermique régénératif destiné à éliminer les COV, qui est en défaut et donc à l'origine des non-conformités. En cours d'inspection, l'exploitant a proposé une action corrective visant à supprimer les non-conformités constatées (cf. point de contrôle n° 7).</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 5 : Mesures comparatives

| |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/10/2019, article 9.1.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles inopinés |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>...</p> <p>Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôles réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L.514-5 et L.514-8 du Code de l'environnement. Conformément à ces articles, l'inspection de l'environnement peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols et des mesures de niveaux sonores.</p> <p>Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection de l'environnement peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Comme indiqué au point de contrôle n° 4, la DREAL a missionné le laboratoire SOCOR AIR pour réaliser un contrôle inopiné des rejets atmosphériques de l'installation "vernissier". Ce laboratoire est accrédité par le COFRAC. Il est également agréé par le ministère en charge des installations classées par arrêté du 24/12/22 pour réaliser ce type de contrôles.</p> <p>Dans son rapport, l'organisme SOCOR AIR indique que, lors de son contrôle du 21/06/24, les conditions de fonctionnement de l'installation contrôlée étaient normales (charge maximale et process stable). Il précise également que bien qu'un seul axe de mesure était disponible au lieu de 2, le plan de mesurage a été établi selon les normes NF EN 15529 (exigences relatives aux sections et aux sites de mesurage) et NF X 43-551 (exigences spécifiques de mesurages dans l'air). Par conséquent, la mesure réalisée par l'organisme SOCOR AIR est recevable.</p> <p>Les frais du contrôle inopiné DREAL réalisé par le laboratoire SOCOR AIR sur le site d'Outreau le 21/06/24 ont été pris en charge par la société Eviosys Packaging France.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Contenu de l'autosurveillance

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/10/2019, article 9.2.1 | |
| Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des émissions atmosphériques canalisées ou diffuses | |
| Prescription contrôlée : | |
| Rejet n° 2 "atelier vernisserie" | |
| Paramètre | Fréquence |
| Débit | annuelle |
| O2 | annuelle |
| CO2 | annuelle |
| Poussières | annuelle |
| SO2 | annuelle |
| NOx | annuelle |
| Autres | annuelle |

Constats :

La société EVIOSYS Packaging France a réalisé, dans le cadre de son programme d'autosurveillance, un contrôle de ses émissions atmosphériques canalisées de son installation "vernisserie" pour l'année 2024.

Ce contrôle a été réalisé le 12/11/24 par le laboratoire DEKRA. Dans le rapport référencé 5740P154596 en date du 20/12/24, il est constaté une mesure en concentration de COV de 30,6 mg/Nm³ pour une limite fixée à 20 mg/Nm³. La vitesse d'éjection des gaz n'est pas respectée non plus puisqu'il a été mesuré une vitesse de 4,4 m/s alors que l'exigence réglementaire est de 8 m/s minimum.

Cette mesure confirme la non-conformité pour le paramètre COV constatée par la DREAL lors du contrôle inopiné du 21/06/24 (cf. points de contrôle n° 4 et 5).

En 2023, la société EVIOSYS Packaging France a réalisé son contrôle réglementaire des rejets atmosphériques de l'installation "vernisserie" le 07/09/23 par le même laboratoire DEKRA. Les valeurs limites étaient conformes hormis pour la vitesse d'éjection des gaz.

L'exigence réglementaire de l'article 9.2.1 de réaliser un contrôle en autosurveillance des rejets atmosphériques à une fréquence au moins annuelle est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite**N° 7 : Suivi, interprétation et diffusion des résultats**

| |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/10/2019, article 9.3.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'autosurveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 26/11/24, l'exploitant a indiqué à l'inspection de l'environnement vouloir traiter les non-conformités (émissions de COV et vitesse d'éjection des gaz) de son installation "vernissier". Dans les faits, c'est l'oxydateur thermique RTO qui est en cause selon l'exploitant. Après avoir inspecté cet équipement, l'exploitant a détecté les dysfonctionnements qui, selon lui, seraient à l'origine des non-conformités précitées, à savoir, une usure prématurée des joints des clapets en sortie du RTO. Par mails des 02 et 06/12/24, il a proposé un plan d'actions correctives suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • semaine 2 : réception des joints des clapets; • semaine 4 : installation des joints sur l'équipement RTO • semaine 5 : vérification de l'efficacité des travaux réalisés sur le RTO en réalisant un nouveau contrôle des rejets air de l'atelier "vernissier". Ce contrôle sera réalisé par la laboratoire DEKRA. <p>L'exploitant a transmis des bons de commande en ce sens.</p> <p>Le rapport de contrôle des rejets atmosphériques sera transmis à l'inspection de l'environnement quelques semaines après le prélèvement. Il permettra de vérifier l'efficacité des travaux entrepris par l'exploitant pour se conformer.</p> <p>L'inspection de l'environnement prévoit de réaliser une nouvelle inspection sur le thème des rejets atmosphériques en 2025.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |